

RAPPORT N° 2022/3-11
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 30 Juin 2022

OBJET

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REALISATION DE CAMPAGNES DE RECHERCHE DE MICROPOLLUANTS DANS LES EAUX BRUTES ET TRAITEES DES STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LA CINOR

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

L'action nationale de Recherche et de réduction des rejets de Substances Dangereuses dans les Eaux (RSDE) s'inscrit dans la mise en œuvre de la démarche intégrée de la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 dite directive cadre sur l'eau. Elle vise à renforcer la protection de l'environnement aquatique par des mesures spécifiques conçues pour réduire voire supprimer progressivement les rejets de micropolluants dans le milieu aquatique.

La révision des arrêtés préfectoraux d'exploitation des stations de traitement des eaux usées de la CINOR (Grand Prado et Terre des Trois Frères) en date du 13 février 2019 a intégré l'obligation réglementaire de réalisation des campagnes de recherches des substances dangereuses dans les eaux.

Ainsi, la CINOR a rempli en 2019/2020 son obligation réglementaire en réalisant les campagnes de recherches sur les eaux traitées de ces 2 stations de traitement des eaux usées. En sortie de la station de Sainte-Suzanne, quelques molécules ont été quantifiées mais dont leurs présences en termes de concentration n'étaient pas significatives au regard des normes de qualité environnementale. En sortie de la station de Grand Prado, 8 molécules (3 de la catégorie des pesticides et 5 métaux) ont également été quantifiées et dont 2 d'entre elles (zinc et mercure) sont présentes de manière significatives.

Aussi, conformément aux arrêtés préfectoraux, une 2^{ème} campagne de recherche est à réaliser sur la période 2022/2023 tant sur les eaux brutes que sur les eaux traitées des stations de traitement de Grand Prado et Terre des Trois Frères.

Cela consiste, pour chaque station d'épuration, en la réalisation de six prélèvements et analyses étalés sur une période de douze mois. Ces recherches devront déterminer si les micropolluants détectés sont présents en quantité significative et impactent le milieu récepteur

Les campagnes de mesures RSDE sont éligibles aux aides financières allouées par l'Office de l'Eau Réunion. Aussi, la CINOR souhaite solliciter une subvention selon le plan de financement suivant :

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention Office de l'eau (40% de la dépense éligible) €	
180 000 €	180 000 €	72 000 €	108 000 €

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan prévisionnel de financement précédent ;
- autoriser le président à solliciter l'obtention auprès de l'Office de l'eau d'une subvention de 72 000 € sur la base du montage financier précédent ;
- approuver la participation financière de la CINOR de 108 000 € HT à laquelle s'ajoute le préfinancement de la TVA ;
- autoriser le Président à signer la convention de financement qui sera établie par l'Office de l'eau de La Réunion.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GARNIER

Accusé de réception en préfecture
N° 24374018-20220630-BC2022-3-11-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022



**DECISION N°2022/3-11
du bureau de la Communauté
en séance du 30 juin 2022**

OBJET

**PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REALISATION DE
CAMPAGNES DE RECHERCHE DE MICROPOLLUANTS DANS LES EAUX BRUTES ET TRAITEES DES STATIONS
DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LA CINOR**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, Veolia eau ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis de la Commission

Sur le RAPPORT n° 2022/3-11 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement pour la réalisation des campagnes de recherches de micropolluants dans les eaux brutes et traitées des deux stations de traitement des eaux usées de la CINOR

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention Office de l'eau (40% de la dépense éligible) €	
180 000 €	180 000 €	72 000 €	108 000 €

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'Office de l'Eau de la Réunion, d'une subvention d'un montant de **72 000 € HT** sur la base du montage financier précédent,

ARTICLE 3

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, **108 000 HT**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

ARTICLE 4

D'autoriser le Président à signer la convention de financement qui sera établie par l'office de l'eau de la Réunion.

Nombre de votants : 11
Suffrages exprimés : 11
Vote pour : 11
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-11-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022